

Évolution du monde associatif et enjeux de société.

Le débat sur l'évolution du monde associatif, n'a rien d'innocent. Ce n'est pas qu'une question de chiffres et de statistiques. Les associations, même les plus « petites » se retrouvent dans la tourmente du monde actuel. Des associations tournées vers le marché, supplétives aux politiques d'austérité et cornaquées par la philanthropie et les grands groupes financiers et multinationaux, ou des associations tournées vers l'intérêt général, le bien commun, l'altérité et les solidarités, pour un engagement citoyen ayant du sens et donnant du sens à l'engagement de chacun est bien un enjeu de société.

Les associations, c'est un million cinq cent mille associations de tailles diverses, vingt-trois millions de bénévoles, soit la moitié du corps électoral, cent-treize milliards de financement et 3,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2017, et sans doute bien plus si l'on chiffre l'apport économique, social, culturel, du travail et des actions effectués par l'ensemble des associations car une grande partie de cet apport ne rentre pas dans la comptabilité du PIB. Les associations, c'est 80%, des structures de l'économie sociale et solidaire, un million huit cent mille salariés, majoritairement des salariées, dans 135 000 associations employeuses, et l'équivalent de 1 600 000 emplois à temps plein pour le bénévolat, d'après les estimations.

Le monde associatif évolue en permanence sous l'impulsion de multiples facteurs : sa dynamique propre, avec l'augmentation du nombre des associations et de « bénévoles » ; la dynamique démographique, renouvellement des générations et vieillissement de la société ; les politiques des gouvernements et des autorités publiques, diminution des subventions, politique entrepreneuriale , « social business », contrats à impact social, appel à projet et appel d'offre et mise en concurrence ; dérèglements climatique, crise de la biodiversité et environnementale, limite des ressources naturelles ; et bien entendu crise sociale systémique qui touche tous les aspects de la vie en société, politique, économique, sociale, culturelle, démocratique, liberté....

Les associations , c'est une multitude d'initiatives à tous les échelons territoriaux qui échappent au marché, développent des solidarités, de l'altérité, agisse pour l'intérêt général et le bien commun, se battent pour une démocratie plus vivante, recherchent des pratiques nouvelles pour permettre de vivre ensemble et promouvoir un développement économique, social et culturel tenant compte des ressources naturelles et des relations humaines, soucieuses des générations futures.

C'est aussi un secteur que les forces du capital cherche toujours à contrôler et intégrer à sa recherche de toujours plus de profits, à maîtriser pour le faire entrer dans ses objectifs. C'est un secteur qui malgré sa dispersion, ses disparités, ses contradiction et ses faiblesses résiste dans son plus grand nombre, à ce processus de marchandisation. C'est un secteur stratégique par sa proximité avec la population (les associations sont les seules organisations auxquelles les français apportent majoritairement leur confiance), même si la tendance est de minimiser leur rôle dans la société.

C'est donc un secteur qui fait l'objet d'offensives permanentes par les institutions à tous les niveaux, et par les thuriféraires du marché, afin de l'intégrer et l'institutionnaliser. L'offensive actuelle prend de multiples formes et facettes, diminution des subventions notamment de fonctionnement, développement des financements sur projets et mise en concurrence entre elles et avec des entreprises privées, développement de « l'entrepreneuriat social », recherche d'un modèle économique viable pour le capital dans le social avec les « contrat à impact social » comme dans la culture, tentative de les pousser vers la philanthropie, le mécénat « d'entreprise », le New-management, atteintes aux libertés associatives.

La multiplicité de ces formes et facettes est très significative des enjeux, des moyens financiers et humains importants y sont mis pour les obliger à glisser toujours plus vers le marché, à abandonner

le sens de l'engagement associatif, à accepter d'être les relais des politiques d'austérité et autoritaires.

Le combat est vif, parfois violent. La France n'est pas une exception dans cet affrontement. En Europe, et à travers le monde, beaucoup de peuples cherchent à se libérer des « élites » prédatrices, souvent corrompues. Ils cherchent à s'émanciper des dominations économiques, sociales, religieuses. La liste est longue, des pays où des mobilisations, parfois depuis des mois, chacune avec ses formes propres, ses motivations et ses caractéristiques, remettent en causes des régimes et gouvernements. Au delà de la très grande diversité de ses affrontements et de situations bien spécifiques, partout les politiques capitaliste néolibérales ont apporté inégalités, exploitation des plus pauvres et partout les oligarchies cherchent à maintenir leurs privilèges au déterminent des peuples qui l'acceptent de moins en moins.